

L'ABEILLE

NOUVELLE-ORLÉANS.

Joué, 1er. Novembre 1821.

Depuis nombre d'années, nous n'avons pas vu, à cette époque, autant de bâtiments dans le port, ni les affaires reprendre leur cours de si bonne heure. Nous comptons maintenant, tant dans le port que de l'autre bord du fleuve, quatre-vingt huit bâtiments de guerre, savoir : 20 navires, 37 brigs, 30 goélettes, 7 bâtimens en alope, et 14 bâtimens à vapeur.

Un événement fâcheux a eu lieu en cette ville, mardi, vers 3 heures après-midi, en face du marché aux légumes : un homme a eu le cou coupé avec un sabre, par un barbier. Le blessé a été transporté de suite à l'Hôtel-de-Ville, où les premiers secours lui ont été administrés par M. le Dr. Thomas, et il a été ensuite transporté à l'hôpital. Les plus grandes diligences ont été faites pour s'assurer du coupable ; le maire a expédié de suite plusieurs hommes à cheval, vers le Bayou ; d'autres ayant été placés dans les environs de la maison du barbier, il a été arrêté le soir même, au moment qu'il rentrait chez lui. Le coup a été déposé dans cette circonstance, les capitaines Dutillet et son 1er. lieutenant, les maris les plus grands dignes.

(Observation.)

Avant hier au soir, vers les sept heures, un incendie a éclaté dans une maison en briques, située rue Tchoupitoularet appartenant à M. J. T. Bannet. Les progrès de l'incendie ont été si rapides, qu'avant l'arrivée des pompes l'édifice où le feu s'était manifesté d'abord était presque entièrement consumé. Les secours des pompes ont empêché que les maisons en bois qui avoisinaient la rue de l'incendie ne devinssent la proie de flammes. Nous avons remarqué parmi les différentes compagnies de pompiers, ceux d'Orléans dont le zèle a beaucoup contribué à arrêter les progrès du feu. Nous pensons que si le Conseil de Ville procurait à cette compagnie, une pompe mieux organisée que celle qu'ils ont actuellement à leur disposition et qu'il leur fournît une plus grande quantité de secours, on verrait augmenter le nombre de ceux qui la composent ; mais en tout cas, l'expérience nous a prouvé que leurs services sont de la plus grande utilité.

UN SPECTATEUR.

Mardi, 27 Octobre.

En raison de la quantité d'ouvriers qui sont demandés depuis l'incendie, les gages des charpentiers sont à CINQ PIASTRES par jour, et à ce prix on ne peut s'en procurer. Voici une occasion favorable pour les ouvriers de ce pays qui peuvent manquer d'emploi.

Dans le cours de l'année expirée au 30 Septembre dernier, les droits perçus à la douane de la Mobile s'élevaient à la somme de 27 milles piastres.

Succès pour la bonne cause !

Le 9 de ce mois, l'élection d'un sénateur pour le Congrès a eu lieu à Philadelphie, et le parti en faveur de l'Administration l'a emporté sur celui de Jackson ! Mr. John Sergeant, notre candidat a obtenu 2703 voix, tandis que Mr. Hump-hill, qui est en faveur de Jackson, n'en a eu que 2556 !

Dans l'élection du Sénateur pour la Législature de la Pensylvanie, le candidat en faveur de l'Administration l'a emporté de beaucoup sur son compétiteur Jacksoniste. Le résultat a été comme suit :

Mr. M. Powell 3341 voix
Pour M. Boyd 212 "

(EDITORIAL.)

Le résultat des élections à Philadelphie a été tout différent de ce que l'avaient cru les partisans du général Jackson. Ils fondaient leurs espérances sur l'opinion d'un Etat qui jouit dans l'Union d'une prépondérance due non-seulement à sa nombreuse population, mais encore au bon esprit de ses habitans. C'est un des Etats auxquels la liberté doit le plus d'efforts, et le nom de la Pensylvanie ne pouvait manquer d'influencer dans la lutte présidentielle, vis-à-vis de plusieurs Etats qui avaient les regards fixés sur ce berceau de nos libertés. Aujourd'hui que l'opinion de Philadelphie est connue, et que les élections ont été, à une grande majorité, favorables à l'Administration actuelle, nous regardons la cause du général Jackson comme perdue. Mais sommes-nous loin de vouloir

en inférer qu'il doive avoir, comme guerrier, moins de droits à la reconnaissance de la Louisiane, mais ayant toujours distingué en lui le soldat citoyen du candidat à la présidence, nous ne pouvons nous empêcher de croire qu'il n'a rien à perdre par un vote sous le premier de ces deux rapports. Nous ne pouvons cependant nous dissimuler que nos partisans n'ayant agi à son égard avec une précipitation qui pourrait lui causer quelque déplaisir, on voudrait faire de son voyage à la Louisiane un spectacle d'apothéose, et l'exalter à la fois comme le défenseur de nos foyers, et comme le libérateur de la République. De telles idées avaient du flatter l'orgueil du général ; et quelque modeste qu'on veuille lui supposer, c'était moins pour recevoir l'hommage de la reconnaissance de la Louisiane, que pour s'en assurer les votes qu'il avait accédé au vœu peu réfléchi de notre Législature.

Le mouvement fort naturel qui avait entraîné nos législateurs ne leur avait pas permis de prévoir toutes les chances auxquelles allait se trouver exposée la popularité du général Jackson, dans la lutte qu'il avait provoquée ; et en cédant à un sentiment généreux, ils étaient loin de prévoir que l'esprit de parti qui domine partout, ferait faire des acclamations qu'en tout autre temps aurait excitées sa présence ; et dont s'absiendrons nécessairement tous ceux qui ne veulent pas courir le risque de voir attribuer au futur président des vœux qui ne seraient effectivement adressés qu'au héros du 8 Janvier.

Nous connaissons trop bien nos adversaires pour n'être pas persuadés qu'ils prendront avantage de toutes les circonstances ; et s'ils ont profité de celle d'une loterie pour faire croire l'assentiment de Jacksoniste plus nombreux qu'elle ne l'était, s'ils ont jeté, dans l'assemblée des amis de l'Administration, une quarantaine des plus connus d'entre les leurs pour faire accroire qu'ils y étaient en nombre imposant ; certes ils ne manqueraient pas de chanter victoire si nous étions assez peu sages pour nous livrer, dans les circonstances présentes, au moindre enthousiasme pour Jackson : nous serons donc forcés de renfermer les sentimens de bienveillance qui lui sont dus à certains égards, pour faire savoir aux différens Etats que nous n'avons pas oublié que c'était chez nous et à nos dépens que Jackson avait donné des preuves incontestables de son despotisme et de son mépris pour nos institutions ; enfin pour ne pas laisser à penser que nous en voulions faire un président.

Jackson ne pouvait arriver chez nous dans une circonstance plus défavorable pour son amour-propre ; et c'est une véritable maladresse de la part de ses partisans que de persister à le laisser accomplir son dessein. Si comme nous n'en pouvons douter, la grande majorité des districts s'est prononcée en faveur de l'Administration, aucune autorité publique n'osera se permettre une appropriation de fonds pour la réception d'un citoyen ; elle en sentirait trop bien l'inconvenance et les conséquences.

Ces considérations nous semblent assez puissantes pour fixer l'attention des personnes raisonnables de tous les partis ; et pour faire réfléchir les uns sur la contenance politique qu'ils auront à tenir, si Jackson vient ici ; et les autres sur l'inconvénient qui résultera de leur empressement à l'inviter. En effet, si son pénible voyage au général à qui l'on a donné l'honneur d'un accueil flatteur de ne venir éclater que dans une partie de la population des sentimens qu'on lui avait sous doute peints comme y étant universels ; mais les amis de l'Administration n'ont pas compromis l'élection en démentant de l'enthousiasme à celui dont ils ne veulent pas pour président. Au reste, il ne serait pas impossible que le général reconnût à quelles vicissitudes est exposé l'homme qui aspire au pouvoir ; et que la perte de ses espérances dans toute la Pensylvanie, et dans le Maryland, en lui ouvrant les yeux sur la diminution journalière de sa popularité, ne lui fassent changer ses dispositions ; il serait même possible qu'il fit à sa gloire le sacrifice de son ambition, en renonçant à toute sa candidature.

Quelqu'il en soit, nous ne devons pas oublier que sous peu de jours les Députés de tous les districts de la Louisiane vont s'assembler au Bâton-Rouge pour y convenir d'un futur général. Et comme il n'y a aucun doute que leur choix ne tombe sur des personnes d'un caractère sûr, c'est de notre attention à ne pas nous écarter de ce choix convenu, c'est de notre fidélité à remplir le devoir que notre amour pour la patrie nous impose, que nous verrons résulter la conservation d'une administration qui a fait preuve de talents et de modération, et qui a si bien soutenu la dignité nationale.

Loi d'élection à New-York.

Dans la législature de New-York M.

Vielle a fait une motion pour amender la loi sur les élections afin que les électeurs soient choisis par un électoral, au lieu de l'être par district. Cette proposition a été rejetée par 10 voix contre 10.

Du premier Janvier au 1er. d'Août 18, 194 passagers sont arrivés par mer à New-York, 15,000 sont venus de Québec et environ 2000 des autres parties du Nord, ce qui fait un total d'environ 50,000 nouveaux habitans en six mois.

Matériel Militaire

Manique, 20 Sept.

Les troubles excités du côté d'Acapulco prennent une tournure sérieuse, et l'on commence à croire que les ennemis du gouvernement actuel ne les ont engagés dans cette partie, que pour procurer l'évasion du général Negrette, compromis dans la conspiration d'Arcas.

Paris, 1er. Sept.

On assurait que le général Gourgaud était parti de France pour l'Angleterre, dans l'intention de demander raison à Walter Scott. L'offense dont il se plaint résulte de la vie de Napoléon. Ce général est réellement un personnage hostile à l'égard des auteurs. Il n'y a pas longtemps qu'il s'est battu avec le comte de Ségur pour une provocation semblable.

Extrait des derniers journaux de Paris.

On écrit de Maubeuge qu'il est fort question dans cette ville d'importans travaux militaires qui doivent s'y faire prochainement. On parle d'une somme de trois millions que le ministère de la guerre voudrait dépenser autour de cette place pour convertir en forts la redoute du Loep et les autres ouvrages avancés qui ont tant contribué au déblocage de Maubeuge en octobre 1793.

La réception de M. Royer-Collard à l'académie française est ajournée au mois d'octobre prochain. Jamais académicien littéraire n'aura excité un intérêt aussi vif et une aussi nombreuse influence. M. Royer Collard est un de ces hommes qui brillent également à la tribune législative à la tribune académique. Il y a long-temps que l'institut n'avait fait un choix si honorable et si bien justifié par les talens et le caractère du candidat. Personne en France n'a élevé la voix contre sa promotion au fauteuil académique ; ceux-là même qui en ont été mécontents ont eu la pudeur de n'en pas murmurer.

Une escadre anglaise, forte de huit bâtimens de guerre, a fait voile de Malte pour Alexandrie. On soupçonne qu'elle est chargée, de concert avec la flotte française qui se trouve dans ces parages, d'empêcher le départ de la flotte turco-égyptienne.

Le traité relatif à la Grèce aura un résultat dont on n'a pas encore parlé ; il arrêtera nécessairement les projets de lord Cochrane. Comme le but des trois puissances est de mettre un terme aux hostilités des deux parties, si lord Cochrane conserve un caractère actif, il sera en opposition avec les forces de son pays natal. On ne peut supposer sans doute que les Grecs soient sommés de quitter leurs vaisseaux ; mais ils ne pourront les employer, à moins que la Porte ne rejette, non-seulement toutes les conditions qu'on lui proposera, mais encore qu'elle oppose la force à la force, ce qui aurait pour résultat une guerre de la part de l'Angleterre.

On nous écrit de Munich, le 2 Août : "La nouvelle qui a circulé il y a un mois qu'une réunion de ministres des grandes puissances aurait lieu dans notre capitale pour y former un congrès, ne s'est pas confirmée ; cependant nous avons quelque raison de croire qu'un pareil projet a été sur le tapis à Vienne, et que des circonstances politiques imprévues sont seules cause qu'on n'y a pas donné suite.

"D'un autre côté, on parle beaucoup d'une entrevue que l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse auraient avec l'empereur Nicolas, à l'époque où ce monarque viendrait à Varsovie pour s'y faire couronner roi de Pologne. On croyait que cette entrevue n'aurait lieu qu'au mois de Septembre prochain.

On vient d'éprouver avec succès un nouveau moyen de conserver l'air en mer. Il consiste à y mettre une partie et demi d'oxide de magnésie sur 250 parties d'eau. Ce moyen est si efficace, qu'on a conservé sans pendant plusieurs années, de l'eau ainsi préparée.

On a éprouvé à Bordeaux, le 29 juillet,

une chaleur excessive. Le thermomètre, placé à l'ombre, a marqué, à deux heures après-midi, 33 degrés et demi de Réaumur. Il est descendu à trois heures, mais s'est relevé à 33 degrés jusqu'à 5 heures.

D'après un papier de Londres, il paraît que M. Canning est mort pauvre, ses propriétés n'ayant été estimées que 125 mille pounds ; cependant il était très-économique. On croyait que quelque marque de reconnaissance serait accordée à ses enfans, par hazard leur position l'exigeait.

On lit dans la Gazette Universelle de Lyon : "Lorsque, dans le traité relatif à la guerre des Grecs, on a insisté que l'on donnerait deux mois au Sultan pour se décider, on calculait qu'il faudrait ce temps pour mettre en mer les forces qui devaient s'y opposer ; mais, à présent que l'Angleterre nous a fait perdre ces deux mois et que les flottes sont arrivées, il a été décidé que l'on ne donnerait que 15 jours pour accepter ou rejeter l'ultimatum européen, et que dans le même temps on agissait simultanément."

Le *Louveau* et la *Gazette de France* nous disent tous les jours qu'il n'y a de tranquillité ou de sûreté possible pour la péninsule que dans le retour de don Miguel en Portugal. On avoue maintenant que son retour entraîne aussi celui de l'ancien ordre de choses. Le rétablissement du pouvoir absolu en Portugal est donc essentiel à la paix de la péninsule. Nous soupçonnons que telle était la pensée secrète, le véritable motif qu'invocait le journal de Paris, quand il désirait si ardemment le retour de don Miguel ; mais il est du devoir de notre gouvernement de séparer, s'il est possible la cause, de la conséquence qu'en tirant les journaux français ; et si l'on permet le retour de don Miguel, d'avoir soin que l'ancien ordre de choses ne le suive pas aussi promptement qu'on le pense. — [Times.]

Extrait du Globe de Londres.

On parle beaucoup depuis quelques jours des préparatifs militaires de la Turquie, de son intention de réajuster aux puissances réunies pour protéger la Grèce, et des secours qu'elle demande à tous ceux qui sont dans la sphère de son influence. Ces indices menaçans nous étant parvenus par l'intermédiaire de la diplomatie autrichienne, n'ont rien perdu de leur force dans leur passage.

Cependant la possibilité qu'un état comme la Turquie puisse résister à l'intervention armée des trois grandes puissances de l'Europe réunies pour la conservation de la Grèce, et déterminées à la séparer de l'empire turc, est tellement absurde, qu'on ne peut avoir cette crainte. Il serait tout aussi raisonnable de prétendre que l'Espagne, dans son état actuel, pourrait résister aux projets de l'Angleterre et de la France, si ces deux puissances avaient arrêté l'émancipation de Cuba. Heureusement pour le monde, un despotisme de cette nature n'a pas de force réelle ; il peut, comme le flambeau qui expire, jeter, au moment de sa mort, un éclat vif et momentané ; mais il ne peut effrayer que les hommes timorés ; sa vie est éphémère, son flambeau ne peut se rallumer.

Ces préparatifs, loin de nous inspirer des craintes, nous font plaisir ; nous nous réjouissons des symptômes de rage impuissante et aveugle du grand-seigneur, parce que c'est une preuve de plus que la dissolution des puissances alliées sera rejetée. Dans ce cas, elles ont annoncé leur résolution d'envoyer immédiatement des conseils auprès du gouvernement grec, et d'entretenir avec lui des relations d'amitié et de bienveillance ; et, comme nous l'avons dit il y a quelques temps, la reconnaissance de l'indépendance de la Grèce est la conséquence nécessaire. D'un autre côté, nous pouvons opposer à tous les raisonnemens que l'on fait sur les ressources de la Turquie, un fait bien important, puisqu'il entraîne un si grand démembrement de l'empire ottoman.

Une lettre de Berlin, du 21 juillet, annonce que le traité relatif à la pacification de la Grèce a fait une grande sensation dans cette capitale, et que si la Prusse ne fait pas partie des puissances qui l'ont conclue, c'est parce qu'elle n'est pas puissance maritime, mais qu'elle en a entièrement approuvé les principes.

Littérature.

Ouvrages nouvellement publiés à Paris. *Etudes nouvelles sur Virgile*, recueil de tous les passages des poètes grecs inédits, avec le texte latin complet, et des rapprochemens littéraires indiquant les imitations modernes, par F.-G. Eichhoff ; ouvrage adopté par l'université, à l'usage des collèges royaux, trois vol. in-8°.